

Burundi : le processus d'harmonisation des salaires bloqué

@rib News, 10/01/2014 â€“ Source XinhuaLe processus d'harmonisation des salaires au sein de la fonction publique au Burundi est momentanément bloqué suite au manque de consensus entre le gouvernement et les organisations syndicales regroupées au sein de la Confédération Syndicale du Burundi (COSYBU), a reconnu jeudi à Bujumbura la ministre burundaise de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale. Lors d'un point de conférence tenu jeudi, Mme Annonciata Sendazirasa, ministre burundaise de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale, a précisé qu'un consultant international sur la Politique Salariale du Secteur Public (PSSP) au Burundi, « avait proposé pourtant un processus d'harmonisation et pas une harmonisation effective qui tombe en 2014 », tel que la COSYBU l'avait voulu.

Pour la ministre, si les syndicalistes avaient adopté le scénario favori du consultant international qui portait notamment sur le gel momentané des annales pour pouvoir financer les bas salaires au sein de la fonction publique burundaise, le gouvernement aurait pu démarrer le processus d'harmonisation des barèmes salariaux dès l'année 2013. Elle a relevé que l'expertise internationale avait proposé également des changements structurels comme la suppression des primes et indemnités intégrées dans la structure des salaires et des balises mettre sous forme de minimas et de maximas pour les salaires des administrations personnalisées de l'Etat. Face au refus du processus d'harmonisation de la PSSP selon la vision proposée par l'expertise internationale, a-t-elle ajouté, le ministre de la Fonction Publique a poursuivi le dialogue avec les organisations syndicales. Celles-ci ont proposé un scénario d'harmonisation des salaires ayant un impact financier immédiat de 52 milliards FBU, a-t-elle dit. La ministre Sendazirasa a affirmé que le ministre de la Fonction Publique a ajouté ce scénario favori des syndicalistes à la PSSP. En attendant l'obtention d'un consensus avec les syndicats, a-t-elle tranché, ce processus qui pourrait avantager tous les fonctionnaires de l'Etat, est au ralenti.